

# La Vie Internationale

## La Première Pierre

L'évènement le plus significatif de la semaine ne figure pas dans les gros titres : ce sont les conversations entre Charles Wilson, le maître de la mobilisation industrielle aux U.S.A. et le président Truman. Ils ont décidé que le réarmement américain ne serait pas poussé à la cadence prévue, d'abord parce que les réalisations à ce jour étaient en fait très en retard sur les plans établis, ensuite parce que il serait dangereux de troubler l'économie civile par des restrictions de production.

Au lieu de forcer la fabrication d'armes, on veillera à préparer l'industrie pour que tout soit au point pour que, le cas échéant la mobilisation totale puisse se faire en un temps minimum. Ces résolutions n'ont d'ailleurs pas été rendues publiques d'une façon claire; elles se devinent plutôt qu'elles ne sont exprimées, parce qu'il ne faudrait pas que les peuples en tirent la conclusion qu'une guerre n'est pas à craindre dans le proche avenir et que l'effort entrepris peut être relâché.

En réalité, la tournure prise par les négociations en Corée et sans doute les renseignements fournis par les services secrets confirment l'impression que l'U.R.S.S. ne courra pas dans un avenir proche la grande aventure. A quoi bon, dès lors fabriquer en hâte un matériel de guerre qui serait démodé quand on devrait s'en servir? Ce qui importe plutôt actuellement, c'est de donner aux peuples de la communauté atlantique les moyens d'élever leur niveau de vie et de les soustraire aux tentations du communisme. C'est ce qui explique que grâce aux dépenses à effectuer par les Américains en Europe, pour des travaux d'infrastructure et par divers autres expédients, la France, l'Angleterre et l'Italie recevront les sommes nécessaires pour surmonter la crise économique qui les menaçait récemment — tout au moins pour les mois qui viennent. Les dollars refusés par le Congrès se retrouveront sous d'autres rubriques. Pour l'économie américaine le réarmement servira de régulateur et non de perturbateur.

D'ailleurs, contrairement à ce que prévoient les économistes et même les hommes d'affaires, le réarmement non seulement n'a pas causé jusqu'ici de pénurie dans le secteur civil mais au contraire, la même oblige les distributeurs à baisser leurs prix. Sait-on que jusqu'ici, à peine 1,8 % de l'acier produit sert à la fabrication d'armes? Le réarmement apparaît comme un consommateur d'épargne en formation et une énorme dépense stérile plutôt qu'il n'accapare les moyens de production. C'est donc l'aspect financier qui retient l'attention source d'inflation, sans contre-partie, il devra être ajusté aux besoins civils, de façon à éviter la pénurie, mais aussi bien la surproduction dans ce secteur.

### Adenauer à Londres.

Le chancelier Adenauer est à Londres dans l'espoir de sonder les intentions du gouvernement Churchill. Si la présence du premier ministre allemand a laissé le public Français indifférent, la population londonienne a été plutôt hostile. Le chancelier voudrait savoir ce que ferait l'Angleterre si la France, l'Allemagne et l'Italie formaient un bloc économique et militaire et quels moyens de lutte emploieraient les Britanniques contre cette nouvelle alliance continentale. Churchill compte beaucoup sur son voyage à Washington, non pour modifier la ligne politique du président Truman, mais pour supputer les chances d'un changement d'administration aux Etats-Unis l'an prochain. Il espère qu'un président républicain, comme Taft, abandonnerait la politique d'appui continental pour la stratégie des bases périphériques, autrement dit, qu'il laisserait à leur sort la France, l'Allemagne et l'Italie pour défendre et soutenir la Grande-Bretagne.

Nous avons le sentiment, en effet, qu'en 1952 un changement d'administration est probable et que la réélection de Truman perd des chances. Mais celles de Taft n'augmentent pas pour cela. Un changement d'administration souhaité par le pays, ne signifie pas nécessairement un changement de politique encore moins de stratégie surtout en cas d'élection du général Eisenhower, qui ne s'est pas prononcé.

### La ratification du plan Schuman.

En attendant, le plan Schuman va passer du royaume des dossiers dans celui de la réalité. Son approbation par le parlement français suffit à en assurer la mise en vigueur. Deux années de transition seront nécessaires pour lui donner réellement vie.

Le plan avait, en France comme ailleurs, fort peu de partisans. Il a fallu l'opposition des communistes, pour qui toute entente européenne est un défi à l'hégémonie de Moscou et celle de certains groupements industriels (ce sont aujourd'hui les mieux placés, qui voient dans le plan un frein à leur expansion) pour former par contraste une majorité favorable.

Tel qu'il est conçu, d'ailleurs, le plan Schuman est plutôt un symbole qu'une dictature internationale dans l'ordre économique. Il est à parier qu'il ne changera pas grand chose à l'état de fait qui régnerait sans lui, mais ce symbole à une grande signification. C'est le premier pas vers la réconciliation des membres de ce continent, quarante ans après l'échec de la première tentative de Caillaux à la suite du coup d'Agadir, après deux sanglantes et inutiles épreuves, à la faveur du péril soviétique sans doute, mais aussi grâce à l'appui d'un certain bon sens populaire, diffus parmi les nations en cause.

### Le coup d'état syrien.

Le coup d'état en Syrie fait presque partie des rites. L'armée, représentée par l'ambitieux colonel Chichakhi a repris le pouvoir accordé aux civils et dont ceux-ci s'avisent d'user sans permission. Il n'est pas sans relation naturellement avec la politique extérieure et l'accueil maussade du Caire est l'indice d'une déception. La cause égyptienne ne gagne pas de terrain en Orient. Par ailleurs, le gouvernement qui a déchainé les passions populaires commence à s'alarmer des désordres : l'affaire du canal pourrait bien tourner autrement que ne l'espérait Nahas Pacha.

CRITON.